

Déclin du français au Québec:

Un ultime signal d'alarme pour le gouvernement Trudeau

Québec, le 17 août 2022 – Réagissant aux données de Statistique Canada confirmant le recul du poids du français au Québec au profit d'une anglicisation croissante, la députée de Beauport-Limoilou, Julie Vignola, appelle le gouvernement Trudeau à « se saisir de l'urgence de la situation ».

« Tous les indicateurs le démontrent : le déclin du français se poursuit, tant au Québec qu'au Canada. Ceci doit être l'ultime signal d'alarme pour le gouvernement libéral, qui refuse toujours de se saisir de l'urgence de la situation. Si les libéraux sont sérieux lorsqu'ils se disent préoccupés par l'état de la langue française, c'est le moment d'agir en reculant sur leur intention de soustraire l'application de la loi 101 aux entreprises sous juridiction fédérale et en mettant un frein au financement de l'anglicisation croissante au Québec. Qu'on mette les choses au clair : Québec est le seul maître d'oeuvre de sa politique linguistique », tranche la députée bloquiste.

La proportion de francophones est maintenant sous la barre des 80% comme principale langue parlée à la maison. Le français langue maternelle se rapproche des 75%. Il y a aussi un déclin quant à la simple connaissance du français ou à la dite première langue officielle parlée. En parallèle, l'anglais progresse, selon l'ensemble de ces indicateurs.

« Les libéraux fédéraux vivent sur une autre planète : huit députés québécois du Parti libéral du Canada ont participé en mai à une manifestation contre la loi réformant la Charte de la langue française, tandis que le ministre de la Justice ouvre tout grand la porte à une contestation judiciaire de cette loi. C'est inacceptable! Ces données doivent servir d'ultime éveil à l'urgence de la situation », soutient Mme Vignola.

Au cours des derniers mois, le Bloc Québécois a déposé un projet de loi sur la langue française exigeant notamment une connaissance suffisante du français comme condition à l'obtention de la citoyenneté canadienne pour les résidents permanents du Québec. Le gouvernement du Québec a aussi exprimé son souhait de rapatrier les pouvoirs en immigration, demande sur-le-champ rejetée par Justin Trudeau.

« Outre la connaissance minimale du français comme un critère à la citoyenneté québécoise, nous pensons qu'il est crucial pour le Québec de contrôler de A à Z son immigration. Jusqu'ici, tout ce que le gouvernement Trudeau aura prouvé, tant par ses nominations unilingues que ses sorties contre les tentatives de protection et de promotion de la langue française du gouvernement du Québec, c'est qu'il s'oppose aux efforts de sauvegarde de notre langue. Ça suffit! Ottawa doit cesser sa croisade contre la loi 96, obtempérer aux demandes de Québec et transférer les pouvoirs en immigration », conclut Julie Vignola.

– 30 –

Source :

David Rompré
Directeur du bureau de circonscription
Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou
418-717-5462 / david.rompre.308@parl.gc.ca